




Capitalisation  
de la première  
phase du projet

**Coopération décentralisée  
Brest métropole / Gouvernement  
autonome municipal  
de Sacaba (GAMS)**

**Amélioration de  
la gestion et l'accès  
à l'eau du bassin versant  
amont du fleuve de  
Maylanco, en Bolivie**





Coordination et rédaction: Mélodie Boissel (pS-Eau)

Contributions et relecture:

Camille Belurier (Brest métropole)

Anna Binard (Brest métropole)

Fabiola Vargas (CENDA)

Yoann Laurent (Eau du Ponant)

Crédits photos: CENDA, pS-Eau

Mise en page: Cercle Studio

Publication: juillet 2022

# Table des matières

<b>Présentation du projet</b>	<b>4</b>
La localisation du projet	4
Consistance du projet	4
Objet du rapport	4
Les partenaires	6
Le financement et la durée	6
<b>AXE 1: La participation des communautés dans la définition des besoins et la gouvernance des ressources en eau et des services d'eau et d'assainissement</b>	<b>7</b>
L'implication des usagers dans la définition des besoins	7
Un diagnostic des modes de gestion de l'eau, pour préparer leur mutation	11
<b>Axe 2: L'articulation entre gestion des ressources et des services d'eau et d'assainissement, entre le Sous Bassin Versant Amont; et le Grand Bassin Versant</b>	<b>16</b>
Des problématiques inter-dépendantes et interconnectées en l'amont et en l'aval du bassin	16
Le projet comme tremplin pour une meilleure représentativité des communautés du sous bassin versant amont d'Ucuchi et une articulation entre le local et le global	19
<b>Axe 3: La coopération décentralisée, un processus vertueux de mutualisation et transfert de compétence, à dynamiser par des échanges techniques et un portage politique</b>	<b>22</b>
Co-construire une vision partagée des attentes, objectifs, activités du partenariat et du projet	22
Transférer et mutualiser des savoirs et compétences au bénéfice du projet et de l'enrichissement mutuel des partenaires	23
Un portage politique pour impulser et entretenir la dynamique de coopération	25
<b>Bibliographie</b>	<b>27</b>

# Présentation du projet

Le projet d'**amélioration de la gestion et l'accès à l'eau du bassin versant amont du fleuve de Maylanco** est porté par la coopération décentralisée démarrée en septembre 2020, entre Brest métropole et le Gouvernement autonome municipal de Sacaba (GAMS).

## La localisation du projet

La commune de Sacaba est située dans la région de Cochabamba. Elle est divisée en douze districts, dont la moitié sont considérés comme ruraux. Le district rural d'Ucuchi compte environ 5000 familles et est divisé en 4 « sous-centrales », parmi lesquelles les communautés d'Ucuchi et de Pilancho. Traversé par la rivière Malanco et ses affluents, qui rejoint la rivière de la Rocha en aval, le district d'Ucuchi constitue un sous-bassin aval du bassin versant de la Rocha.

## Consistance du projet

La première phase, démarrée en septembre 2020, s'est déroulée sur 20 mois. L'échéance, initialement prévue en mars 2022, a été prolongée en juin 2022, afin de pouvoir réaliser les activités qui avaient dû être reportées à cause de la crise sanitaire. Une seconde phase démarre en juillet 2022 pour une durée de 3 ans.

La première phase de ce projet a consisté à :

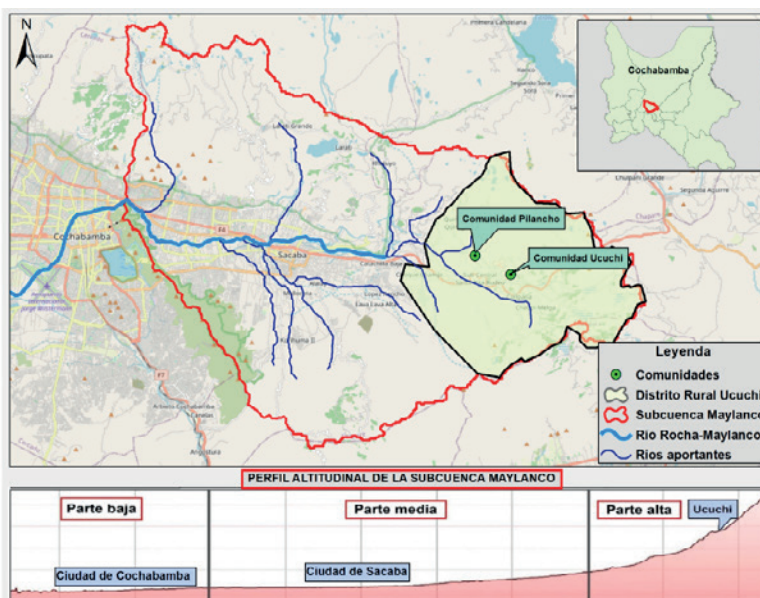
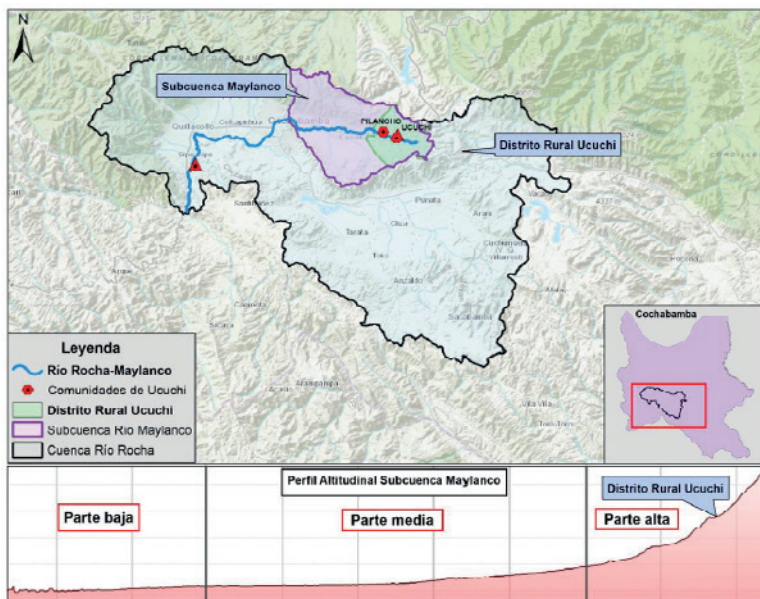
- Enclencher la dynamique de coopération décentralisée ;
- Réaliser un diagnostic territorial portant sur différents volets liés à l'eau et l'assainissement et les ressources en eau ;
- Promouvoir la gestion intégrée des ressources en eau en articulation entre l'amont et l'aval du bassin versant.

## Objet du rapport

Ce rapport propose des éléments de réflexion sur les enseignements retirés de cette première phase du projet, en s'intéressant aux trois axes d'analyse suivants :

- **Axe 1: La participation des communautés dans la définition des besoins et la gouvernance des ressources en eau et des services d'eau et d'assainissement** p 7 à 15
- **Axe 2: L'articulation entre gestion des ressources et des services d'eau et d'assainissement, entre le sous-bassins versant amont et le grand bassin versant** p 16 à 21
- **Axe 3: La coopération décentralisée, un processus vertueux de mutualisation et transfert de compétence, à dynamiser par des échanges techniques et un portage politique** p 22 à 26

Ce rapport est destiné aux acteurs français de la coopération décentralisée et non gouvernementale intervenant dans les secteurs de l'eau et l'assainissement et confrontés à ces problématiques. Il a également pour objet de faire connaître les actions menées dans le cadre de la coopération décentralisée liant la Métropole de Brest et la commune de Sacaba.



Bassin versant de la Rocha et ses sous bassins versants - source CENDA

## Les partenaires

**Brest métropole**, regroupe huit communes, soit environ 212 000 habitants; et exerce les compétences de l'eau et l'assainissement sur ce territoire. Au travers de son service de Relations Internationales, la métropole vise à l'attractivité, au rayonnement et à l'internationalisation du territoire. Elle accompagne des associations dans leurs activités à l'international et mène elle-même des projets de coopération décentralisée, en mobilisant la loi Oudin Santini. La métropole de Brest pilote le projet.

**Le Gouvernement autonome municipal de Sacaba (Gobierno Autónomo Municipal de Sacaba – GAMS)**, est l'autorité décentralisée de la commune de Sacaba. Le GAMS co-pilote le projet et apporte un appui, via ses services techniques. En retrait dans la première phase du projet, son rôle est amené à se renforcer dans la deuxième phase.

**Le Centre pour la communication et le développement des pays andins (Centro de Comunicación y Desarrollo Andino – CENDA)**, est une association bolivienne qui accom-

pagne, dans une démarche participative de co-construction, les communautés rurales dans la mise en œuvre de systèmes locaux autosuffisants (affranchis d'une dépendance à l'état), pour la gestion des ressources naturelles (alimentation, eau). CENDA mène sur le terrain les actions relatives au projet.

**LABOCEA**, Groupement d'Intérêt Public (GIP), apporte un conseil aux institutions, entreprises et collectivités territoriales, en particulier à Brest métropole, dans le domaine de la gestion de l'eau et l'assainissement. Son expertise porte notamment sur les problématiques de qualité de l'eau. LABOCEA apporte son expertise technique au projet.

**Eau du Ponant**, Société Publique Locale (SPL) est l'opérateur des services d'eau et d'assainissement sur le territoire de la métropole de Brest. Eau du Ponant appui techniquement le projet. Eau du Ponant n'était pas partie-prenante de la convention de partenariat pour la première phase du projet, mais a intégré la seconde phase, démarrée en juillet 2022.

## Le financement et la durée

La première phase du projet a bénéficié d'une subvention du Ministère de l'Europe est des Affaires étrangères, dans le cadre de l'appel à projets biennal 2020-2021. Le montant total de la première phase du projet est de 180 000 €, le plan de financement étant le suivant :

MEAE	90 000 €
Brest Métropole	50 000 €
GAMS	15 000 €
CENDA	15 000 €
LABOCEA	5 000 €
pS-Eau	5 000 €

# AXE 1 : La participation des communautés dans la définition des besoins et la gouvernance des ressources en eau et des services d'eau et d'assainissement

## *L'implication des usagers dans la définition des besoins*

### **Enquêtes approfondies de terrain avec interview**

Des enquêtes ont été conduites auprès des familles des communautés d'Ucuchi et de Pilancho. 112 familles ont été interrogées, représentant 80 % des ménages d'Ucuchi et 60 % des ménages de Pilancho. Ce sont des membres de l'association CENDA qui ont conduit les entretiens. Des moyens humains supplémentaires ont cependant été nécessaires. Il a été jugé préférable de ne pas former des personnes au sein des communautés, pour conduire ces enquêtes, car cela risquerait de nuire à la liberté de parole des personnes interviewées. CENDA a recruté des consultants externes pour renforcer ses équipes le temps de cette campagne d'interviews et leur a fait suivre une formation spécifique.

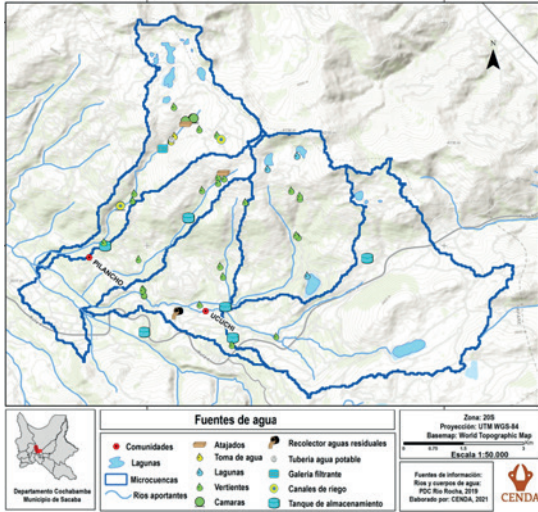
Les entretiens prenaient la forme d'une discussion semi-directive, sur la base d'un questionnaire détaillé, portant sur les modes d'usages et de gestion de l'eau. Cette méthodologie a permis de récolter des informations précises et qualitatives, afin de disposer d'une riche matière pour l'analyse critique de la gestion de l'eau dans ces communautés. En revanche, cela implique d'y consacrer un temps considérable et donc des moyens humains et financiers importants. Le projet de coopération décentralisée a permis à CENDA de disposer des moyens financiers nécessaires.

Par ailleurs, bien que la volonté était de capter les avis et ressentis des hommes et des femmes, ce sont dans les faits, plutôt les hommes qui ont été interviewés, en tant que chefs de famille.



Atelier participatif organisé par CENDA

## Cartographie participative



Ressources en eau et équipements d'approvisionnement en eau du district d'Ucuchi, résultat de la cartographie participative, source: CENDA

Une cartographie des points de prélèvement et de rejet, des équipements de stockage et d'approvisionnement, a été réalisée de façon participative. Cette démarche a été mise en œuvre tout d'abord par des séances de travail réunissant les membres des communautés. Répartis en sous-groupes, ils ont représenté par des dessins, les équipements et usages relatifs à l'eau, dont ils avaient connaissance. Ces informations ont ensuite été mises en commun sur un fond de plan. Enfin, des déplacements sur le terrain ont permis de repérer physiquement ces éléments, puis de les géo-localiser au moyen d'un GPS, afin d'être intégrés dans un Système d'Information Géographique.

La cartographie participative a permis de recenser les équipements et les points d'usage de l'eau de façon exhaustive, sans se limiter aux équipements facilement repérables et en élargissant la notion d'équipement en fonction de la conception qu'en ont les membres de la communauté. Les conduites de distribution d'eau de consommation ne sont pas toujours facilement visibles si elles sont en partie enterrées, tandis qu'il n'est pas évident d'identifier les canaux utilisés pour l'irrigation. Il apparaît enfin que les lagunes sont perçues comme des équipements de stockage de l'eau pour l'irrigation, elles ont donc été référencées comme telles. Cette méthodologie est également un moyen d'impliquer les communautés dans la réalisation de diagnostic, afin de n'être pas seulement bénéficiaires, mais aussi parti-prenantes.

## Nombreux ateliers pour animer la démarche

Afin de faire vivre et animer la démarche auprès des communautés, plusieurs ateliers ont été organisés, ciblant des thématiques pour lesquelles des attentes, besoins et enjeux ont été identifiés lors des enquêtes auprès des familles. Les ateliers ont ainsi porté sur les thématiques de l'usage des pesticides, de la notion de cycle de l'eau et de bassin versant, et de préservation de la qualité de l'eau.



## La culture de la participation dans la planification territoriale, en Bolivie et à Sacaba

Au début des années 1990, le gouvernement bolivien a mis en place son premier système de planification à l'échelle nationale, le Sistema de Planificación Nacional (SISPLAN), ainsi que la Ley de Participación Popular (LPP). Les municipalités sont mandatées comme principales responsables de la planification et de la participation.

En 2013, une nouvelle loi de participation citoyenne, la loi de participation et de contrôle social (Ley de Participación y Control Social - LPCS); puis un nouveau système de planification a été légiféré en 2016, le Système Intégral de Planificación de l'État (Sistema Integral de Planificación del Estado – SPIE). L'idée de « démocratie communautaire » a été institutionnalisée. Ainsi toutes les organisations sociales, y compris les communautés indigènes et les groupes communautaires informels, devaient être impliquées dans les processus de prise de décision.

La municipalité de Sacaba s'est emparée de cette loi pour animer un processus participatif sur l'ensemble de ses districts, piloté par une « unité de planification ». Des ateliers ont été organisés, rassemblant tous les districts, puis déclinés par districts, pour identifier et hiérarchiser les différents besoins et problèmes de la population. Différentes techniques de facilitation ont été utilisées, telles que le brainstorming, les discussions de groupe, le vote multiple; parfois même en forçant tout le monde à s'exprimer. Les participants étaient principalement des leaders communautaires, souvent des hommes âgés. Des ateliers exclusivement destinés aux femmes ont donc été organisés.

L'utilisation et la gestion de l'eau sont ressorties comme le sujet de préoccupation principale et sont ainsi devenu un axe prioritaire dans les outils de planification territoriale développés par Sacaba.

CENDA assurait un rôle d'organisateur et d'animateur de ces échanges, en guidant le déroulement des séances; et apportait de la matière pour nourrir les discussions, en restituant les données issues des enquêtes. Des experts externes ont également été mobilisés sur des sujets précis. Deux sessions sur la gestion intégrée de l'eau à l'échelle de Cochabamba ont mobilisé un hydrogéologue de l'Institut mexicain de l'eau, ainsi que plusieurs experts internationaux. Des membres de communautés issues d'autres districts de Sacaba, et même plus largement de la région de Cochabamba, ont été sollicités pour participer à certains ateliers.

Ayant pris conscience que les participants étaient plus réceptifs à des enseignements issus de l'observation terrain qu'à des explications théoriques, CENDA a organisé des déplacements le long des cours d'eau depuis l'amont vers l'aval, pour sensibiliser à la pollution des ressources. Par ailleurs, CENDA a de nouveau été confronté aux inégalités de genre dans la représentativité des personnes impliquées dans les ateliers. L'ONG a décidé de gagner en compétence sur la question de l'engagement des femmes dans les organisations communautaires de gestion de l'eau, et a ainsi participé à des rencontres



Atelier avec les communautés d'Ucuchi et Pilancho, CENDA

internationales et des formations. Des ateliers ont par la suite pu être organisés spécifiquement à l'attention des femmes.

Les participants se sont montrés intéressés et concernés par la préservation de la ressource en eau, dans une approche de gestion intégrée à l'échelle du sous bassin que représente leur territoire, lié au grand bassin versant de la Rocha. La mobilisation de pairs issus d'autres communautés et d'experts a été un moyen fructueux d'enrichir les points de vue et les discussions. De façon pratique, les ateliers s'intéressant aux pesticides ont permis une prise de conscience des risques liés à leur utilisation, pour l'utilisateur, mais également pour l'environnement et les ressources en eau (voir l'axe 2). À l'issue, les participants ont manifesté leur volonté de changer leurs pratiques, mais ont soulevé que cette transition n'est possible qu'avec un accompagnement. Disposant des com-

pétences requises, CENDA prévoit d'organiser des formations à l'agro-écologie (dans un autre cadre que celui de la coopération avec Brest métropole).

### « Socialisation » des résultats

À partir des résultats du diagnostic, qui avait lui-même été établi de façon participative, CENDA a organisé des séances de travail pour co-construire un plan d'action définissant des priorités d'actions.

Pour chacune des deux communautés, des séances de travail ont été organisées pour discuter des résultats, sous forme de sous-groupes. Chaque sous-groupe a travaillé sur une sous-thématique, afin de préfigurer des propositions d'actions et les mettre en débat avec l'ensemble de l'assemblée. Les échanges prenaient la forme de discussions ouvertes, au sein desquelles chacun pouvait librement prendre la parole.

À Pilancho, l'ensemble des personnes affiliées à un comité de gestion de l'eau pour la consommation ou l'irrigation ont été conviées à participer aux séances. Chaque foyer est affilié à un comité, le titulaire de l'affiliation étant généralement le chef de famille. Le profil des participants a été plutôt jeune (entre 20 et 60 ans, avec un âge médian d'environ 40 ans) et le processus a été particulièrement dynamique. À Uchuchi, c'est le comité de gestion de l'eau de la communauté qui s'est positionné comme l'interlocuteur de CENDA. La mobilisation des membres de la communauté s'est organisée par son biais. Le profil des participants a été différent, avec une tranche d'âge de 40 à 80 ans, et un dynamisme moindre. Pour les deux communautés, la majorité des participants étaient des hommes (70 %).

Ce processus a permis d'élaborer un plan d'action, directement issu des besoins et priorités exprimés par les communautés. La seconde phase du projet mené dans le cadre de la coopération décentralisée entre la métropole de Brest et le GAMS, se base sur ce plan d'action.

Il se pose cependant la question de la réelle représentativité de l'ensemble de la communauté au travers de ce processus. En effet, à Uchuchi, il semble que le positionnement de l'association en tant qu'intermédiaire entre les porteurs du projet et la communauté, ait compromis la participation.

Le mode de déroulement des séances sous forme de parole libre, soulève aussi la problématique de la place réellement laissée à chacun pour s'exprimer. Il a en effet été observé une prise de parole plus importante de la part des leaders des communautés, bien que d'autres personnes aient pu prendre plus de place au fil des séances. Enfin, les inégalités de genre sont aussi ressorties, avec une participation moins importante des femmes.

## **Un diagnostic des modes de gestion de l'eau, pour préparer leur mutation**

### **Les différents modes de gestion de l'eau existants**

Les démarches d'enquêtes, de cartographie participative, les ateliers sur la culture de l'eau... ont permis d'affiner la compréhension des modes d'organisation locale et de diagnostiquer leurs atouts et faiblesses. Actuellement, l'approvisionnement en eau pour la consommation humaine est géré par un comité à l'échelle de chaque communauté (comme c'est le cas pour les communautés d'Uchuchi et de Pilancho); tandis que l'approvisionnement en eau pour les usages productifs (irrigation, élevage), est géré par un comité à l'échelle du district d'Uchuchi.

Les ressources utilisées pour la consommation humaine sont principalement superficielles (ruisseaux et résurgences). Des équipements de stockage et de distribution ont été mis en place depuis quelques décennies, parfois avec le soutien d'autorités gouvernementales et de financements étrangers. Ce sont des « lagunes » qui constituent les ressources utilisées pour l'irrigation agricole et l'élevage, en particulier celle de San isidro. Il s'agit de retenues d'eau mises en place il y a plusieurs générations, par la construction de barrages. La distribution se fait par des canaux (« las largas »), sillons protégés de roches, parfois en partie bétonnés.

La quantité d'eau est répartie par heure d'utilisation selon des droits d'usage obtenus par héritage, en fonction de la participation des ancêtres à la construction des ouvrages. Les personnes s'étant installées plus récemment

## Une culture de la gestion communautaire des ressources et des services d'approvisionnement en eau

Une grande autonomie est laissée aux municipalités, mais également aux communautés rurales, pour organiser les services d'approvisionnement en eau à partir des ressources présentes sur leur territoire. Cela reflète les valeurs du droit ainsi que de l'eau comme bien commun, qui sont ancrées dans la culture bolivienne et également à présent dans les réglementations relatives à la gouvernance de l'eau.

La guerre de l'eau, mouvements de mobilisation dans les années 2000 dans le département de Cochabamba contre la privatisation des ressources et des services d'eau, a conduit à l'affirmation de ces principes dans Nouvelle Constitution Politique de l'État (NCPÉ) approuvée par référendum en 2009.

Les modes de gestion des services existants sont les suivants :

- Les entreprises municipales, qui peuvent être publiques ou mixtes (gestion privée à actionnariat direct des usagers) ;
- Les organisations communautaires, Organizaciones Comunitarias de Servicios de Agua y Saneamiento (OCSAS) ou Operadores Locales de Pequeña Escala (OLPES), opérateurs privés ou mixtes, qui interviennent dans des zones rurales, périurbaines et montagneuses. Elles se caractérisent par une forte implication directe des usagers pour les travaux d'in-

térêt collectif, et un service de moindre qualité, mais nettement moins cher.

- Les opérateurs informels par camions-citernes, aguateros, propriétaires de parcelles où sont implantés des puits, organisent une distribution dans les zones non desservies ou en situation de défaillance du service.

EMAPAS « Empresa Municipal De Agua Potable Y Alcantarillado Sacaba », est l'entreprise municipale d'eau potable et d'assainissement de Sacaba. Elle fournit le service d'eau et, dans une moindre mesure d'assainissement, dans une partie des districts urbains de Sacaba. Dans les zones périurbaines où le service n'est pas entièrement assuré par EMAPAS, la fourniture du service est pilotée par des opérateurs communautaires ou informels en utilisant des ruisseaux ou des puits.

Dans les districts ruraux de Sacaba, en altitude, (en particulier le district d'Uchuchi), des organisations communautaires s'auto-organisent pour assurer une auto-gestion des ressources en eau présentes sur leur territoire, afin d'assurer leur approvisionnement en eau pour la consommation humaine et pour les usages productifs, essentiellement agricoles. C'est le cas des communautés d'Uchuchi et de Pilancho.

peuvent se fournir en eau en rachetant une part de ces droits d'usage. Le comité de gestion est élu annuellement par les 508 affiliés disposant de droits d'usage. Le comité est chargé de contrôler la répartition de la distribution de l'eau, en faisant fonctionner le système de vannes permettant la rotation de l'approvisionnement. Il coordonne la séance collective annuelle d'entretien des installations, à laquelle tous les affiliés doivent être présents,

sous peine d'amende. Les ressources financières des comités sont constituées des frais d'affiliation dont s'acquittent les affiliés, à une fréquence variable (trimestrielle ou annuelle).

L'organisation de l'approvisionnement de la région de Sacaba est amenée à être prochainement bouleversée par la mise en service d'un système de transfert d'eau en provenance d'un bassin situé au nord de la province de

Cochabamba (projet Misciuni). Il n'est pas encore défini si le district rural d'altitude d'Ucuchi sera concerné par l'accès à cette nouvelle ressource. Le cas échéant, la distribution resterait probablement à assurer localement. Le cas échéant, la distribution resterait probablement à assurer localement, laissant un rôle important à jouer par les comités de gestion.

### **La force des modèles de gestion participatifs**

Ce modèle de gestion communautaire historiquement en place, en entretenant un sentiment d'appartenance vis-à-vis des infrastructures, représente un gage de pérennité qui favorise leur bonne maintenance. Les communautés se sentent intimement concernées par les infrastructures que leurs aïeux ont construites; et responsables de leur maintien en bon état. Il en est de même pour les ressources en eau; ce mode de gestion participatif contribue à maintenir un sentiment de proximité envers les ressources en eau. La perception qu'ont les communautés de l'eau de consommation et d'irrigation ne se limite pas au service délivré par le comité; elle est fortement corrélée aux ressources en eau.

### **Un dynamisme à entretenir sous peine d'essoufflement**

Les enquêtes menées lors diagnostic, ainsi que le niveau d'implication observé lors des ateliers, font cependant ressortir un risque d'essoufflement de la participation. Rappelons que la participation aux travaux d'entretien des équipements est soutenue par un système coercitif, avec des amendes en cas de non-participation. La volonté de contribuer de façon bénévole recule. La nouvelle génération est moins encline à apporter une

contribution bénévole. Il est fréquent que les affiliés rémunèrent une tierce personne pour les représenter lors des journées de travail collectif organisées par le comité. L'énergie des anciennes générations a également tendance à s'estomper.

### **Problématique de non-formalisation**

Les fonctionnements des comités relèvent des us et coutumes et ne sont pas formalisés. Aucun registre n'identifie les affiliés aux différents comités (ou bien ces registres sont peu connus et peu accessibles). Cela s'entend dans le contexte d'une organisation sociale basée sur les droits coutumiers et la transmission orale. Cependant, les enquêtes ont soulevé le risque d'un manque de transmission de ces informations et de ces valeurs aux nouvelles générations, moins impliquées dans la vie communautaire, travaillant parfois dans les districts urbains pendant la semaine.

### **Problématique de transmission des savoirs**

La problématique de la transmission porte également sur la connaissance des équipements et des ressources. Il y a un risque que la connaissance et les compétences reposent essentiellement sur un nombre réduit de personnes. Cette situation, corrélée à un manque de transmission, pourrait nuire aux maintiens à long terme de compétences collectives pour assurer le fonctionnement des systèmes d'approvisionnement en eau de consommation et d'irrigation. La nouvelle génération est pourtant en capacité d'apporter des compétences techniques pour contribuer à renouveler les compétences collectives. L'enjeu est donc de permettre à la fois la transmission et l'innovation au sein des comités.



Réservoir d'eau pour la consommation humaine, géré collectivement par le comité de gestion, CENDA

### Problématique d'inégalité face au service

Par ailleurs, la possibilité de s'affilier aux comités et donc de disposer de droit d'usage de l'eau pour la consommation ou l'irrigation relève de l'héritage. Les personnes qui ne bénéficient pas d'un droit par héritage s'en accommodent en négociant avec les comités, mais ne peuvent pas participer à la vie des comités et en particulier à l'élection de ses représentants. Le système est également peu inclusif pour les nouveaux arrivants. Ce fonctionnement repose sur la tradition et a donc une légitimité vis-à-vis du droit coutumier. Il pose cependant la question de l'inégalité vis-à-vis de l'accès aux services et de la représentativité au sein des comités de gestion; et pourrait nuire à la redynamisation de certains comités.

### Problématique de l'adaptation au changement

Si ce mode de gestion permet d'assurer la maintenance, il n'est pas en capacité de permettre le renouvellement d'équipements

arrivés au terme de leur durée de vie ou le développement de nouvelles infrastructures. En effet, les ressources financières des comités permettent de disposer d'un budget suffisant pour l'exploitation et la maintenance (auxquelles s'ajoutent les contributions en nature par des travaux bénévoles), mais ne permettent pas de provisionner un budget pour la gestion patrimoniale (renouvellement, extensions).

En outre, la question se pose de la capacité des comités (s'appuyant sur la participation des affiliés), à assurer l'exploitation et la maintenance d'un patrimoine qui serait plus conséquent. Il est en effet prévu dans la seconde phase du projet, qui démarre en juillet 2022, de mettre en place de nouvelles infrastructures pour moderniser et étendre les équipements de stockage et de distribution. Selon l'investissement bénévole que les communautés seront prêtes à apporter, et selon les compétences techniques collectivement disponibles, un mode reposant uniquement sur

l'auto-gestion pourra être maintenu, ou bien une professionnalisation des services pourra être introduite, avec un degré à définir.

### Problématique du modèle financier

Cette réflexion va de pair avec la réflexion portant sur le modèle financier du système de gestion. Les ressources financières sont constituées uniquement des frais d'affiliation aux comités; et le coût de l'exploitation et de la maintenance est en partie couvert par le travail bénévole. Cet équilibre financier pourrait être remis en question en cas de recul de la participation bénévole et d'augmentation des coûts de fonctionnement.

Les notions de maîtrise d'ouvrage (entité publique propriétaire du patrimoine et chargée de son développement pour le compte des usagers); et de service (permettant, à partir des ressources en eau, de fournir de l'eau au plus près des usagers et de qualité adaptée aux usages, au moyen d'infrastructures), ne sont pas considérées sous le même angle culturel qu'en France. Dans le modèle des comités, la propriété du patrimoine est considérée comme détenue collectivement par les affiliés, tandis que les frais d'affiliation sont considérés comme un abonnement à une association d'auto gestion et d'auto organisation, et non la facturation d'un service. La proscription de la notion de marchandisation de l'eau, fortement ancrée dans les mentalités et relevant d'un militantisme historique, semble entraîner la difficulté de considérer un coût lié au service de l'eau et une réflexion sur un modèle financier basé sur le fait de bénéficier d'un approvisionnement en eau.

### AXE 1: Les enseignements du projet, l'essentiel

Une implication forte des communautés ciblées par le projet a été un moyen d'établir un diagnostic fin de la situation vis-à-vis des ressources en eau, de l'accès à l'eau et des usages de l'eau; ainsi que de l'accès à l'assainissement; puis d'établir un plan d'action basé sur les besoins des communautés. La prise en compte de l'organisation sociale coutumière (chef de famille masculin, associations de gestion de l'eau composées de personnes plus âgées), facilite l'adhésion des communautés au processus, mais peut biaiser la réelle représentativité et nuire au dynamisme même du processus.

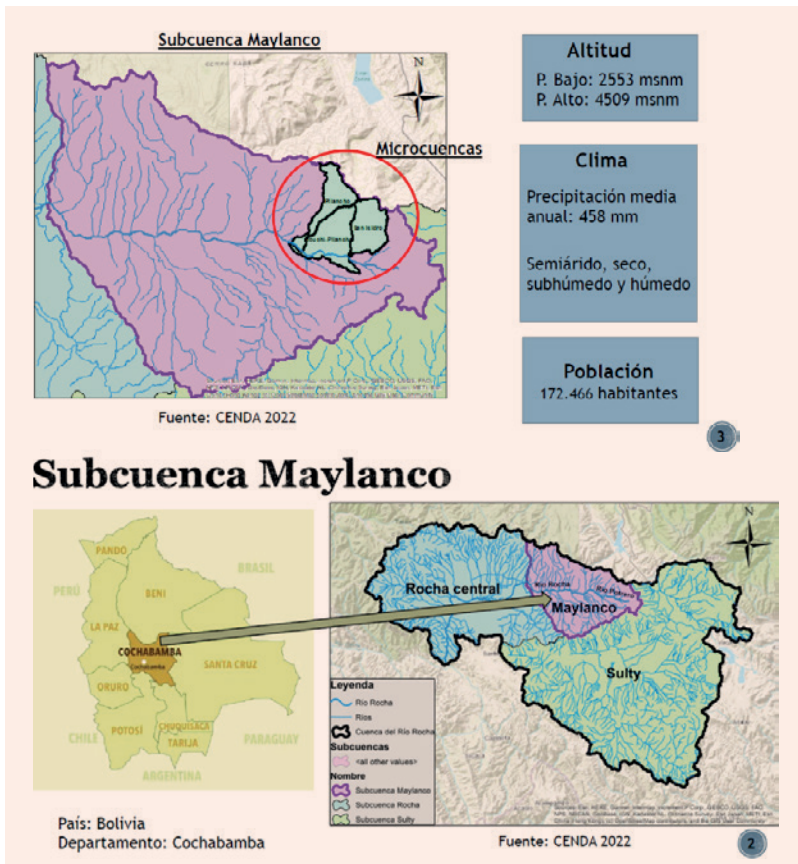
Le système d'auto-organisation pour assurer une auto-gestion de l'utilisation des ressources en eau présentes le territoire d'une communauté, représente un fort vecteur de mobilisation sociale autour de la ressource et du service d'approvisionnement, favorisant la préservation (ressource) et la pérennité (service). Ce système présente cependant des fragilités pour assurer une viabilité technique et financière sur le long terme, nécessitant de mesurer selon le contexte, la nécessité et la façon adéquate d'introduire de la technicité et des ressources financières.



Prélèvement pour analyse dans un affluent de la rivière Maylanco

# AXE 2 : L'articulation entre gestion des ressources et des services d'eau et d'assainissement, entre le Sous Bassin Versant Amont ; et le Grand Bassin Versant

## Des problématiques inter-dépendantes et interconnectées en amont et en aval du bassin



Plan director de la cuenca del río rocha "estado de situación y propuesta de lineamientos estratégicos", Servicio Departamental de Cuencas



## Une urgence d'agir pour restaurer le bassin de la Rocha

La rivière Rocha prend sa source dans le district d'Ucuchi de la commune de Sacaba, traverse ses districts urbains, puis passe par les communes de Colcapirhua, Suillacollo, Vinto et Sipe Sipe. Le bassin d'une superficie de 641 km<sup>2</sup> compte 1 M d'habitants. Il constitue une zone à usage agricole intensif, avec 5000 à 7000 hectares de production agricole irrigués.

Plusieurs études réalisées depuis les années 2000 sur la qualité de l'eau de la rivière Rocha, ont conclu que la rivière est « hautement polluée » et que son utilisation pour la consommation humaine, mais également pour l'irrigation agricole, présente un risque sanitaire.

La rivière de la Rocha et ses affluents sont en effet l'exutoire d'eaux usées peu ou non traitées, ainsi que de déchets solides. Il existe des systèmes de collecte des eaux usées, mais le traitement est peu développé, les eaux usées sont rejetées dans la rivière de la Rocha après avoir été peu ou pas traitées. Cela présente un risque pour l'environnement et la biodiversité; et également pour la santé humaine, la Rocha étant connectée à des nappes souterraines dans lesquelles différents opérateurs puisent de l'eau pour la consommation humaine.

Les effluents issus des diverses activités économiques présentent sur le bassin, exercent également une pression sur la qualité des eaux, en particulier les effluents industriels, tanneries, abattoirs, stations de lavage de voitures, lixiviats des décharges de déchets solides.

L'imperméabilisation des sols (dans le district urbain) et l'affaiblissement de la couverture végétale (également dans les districts ruraux)

augmentent le ruissellement et réduisent l'infiltration et donc la recharge des nappes. Cela a pour effet de mettre en péril la disponibilité de l'eau souterraine et d'augmenter l'occurrence des inondations. De plus, la forte croissance démographique ces dernières décennies en particulier dans les districts urbains, a conduit à une augmentation des besoins en eau.

Pour faire face à cette situation, un schéma directeur a été établi en 2014, afin de dresser un état des lieux et des propositions d'orientations stratégiques pour restaurer le bassin versant de la Rocha.

### Le sous bassin versant amont, un enjeu crucial, mais trop peu considéré

Le district d'Ucuchi constitue le sous-bassin amont du bassin de la Rocha, dans lequel il prend sa source. Les sous-bassins versants supérieurs sont évoqués dans le schéma directeur du bassin versant de la Rocha, mais de façon marginale et en se concentrant surtout sur la problématique de l'accès à l'eau potable dans les zones encore non desservies.

Concernant l'assainissement, le plan prévoit la mise en place de 11 stations d'épuration, dont une Sacaba qui est à présent en service. Dans le sous bassin amont que représente le district rural d'Ucuchi, l'assainissement est très peu développé, comme le montrent les résultats des enquêtes menées dans les communautés d'Ucuchi et de Pilancho. Cependant, l'impact sur la qualité du bassin versant est faible, par rapport aux effluents domestiques et industriels générés par les districts urbains. Cela est surtout problématique pour les communautés elles-mêmes, qui sont amenées à faire un usage de l'eau pour la consommation ou l'irrigation, en aval direct des contaminations.

Dans la logique d'une démarche intégrée, l'accès à l'assainissement constitue un enjeu qui touche les zones amont et aval du bassin, les zones urbaines et rurales; afin de préserver la qualité de la ressource en eau impactée par une mauvaise gestion de l'assainissement; et d'améliorer les conditions d'hygiène des populations en réduisant les risques pour leur santé.

La disponibilité des ressources en eau et l'efficacité des services d'approvisionnement en eau potable et d'irrigation, sont également fortement corrélées à la sécurisation des activités agricoles. Cela concerne les communautés locales, mais également dans une moindre mesure, les districts urbains à qui elles vendent une partie de leurs productions.

Les conditions naturelles de l'Altiplano sont contraignantes avec de fortes variations de température journalières et saisonnières et des épisodes climatiques extrêmes qui surviennent fréquemment. De plus, le changement climatique a tendance à perturber les cycles saisonniers, tandis que les phénomènes extrêmes se multiplient et s'aggravent: raréfaction des précipitations, mais épisodes plus intenses et imprévisibles, gelées et grêles en dehors de l'hiver; fonte des glaciers qui entraîne des risques d'inondations. Ces contraintes sont très impactantes pour les communautés qui subsistent grâce à leurs activités agricoles. Elles sont extrêmement vulnérables aux variations des cycles hydrographiques et aux événements climatiques qui impactent la disponibilité de l'eau. C'est leur sécurité alimentaire qui est en jeu, ainsi que leurs revenus lorsqu'elles commercialisent leur production.

Afin de sécuriser et augmenter leurs rendements agricoles, les paysans ont de plus en plus recours aux intrants chimiques et à la monoculture, via des semences commerciales. L'augmentation

des rendements peut être encourageante dans un premier temps, mais les effets néfastes se font ensuite ressentir. La dégradation des sols, leur appauvrissement et leur assèchement réduisent leur perméabilité et leur capacité d'infiltration, impactant ainsi les capacités de recharge de la nappe et augmentant les besoins en eau pour l'irrigation. De plus, les intrants chimiques se diffusent dans l'environnement et se retrouvent dans les ressources en eau.

Le développement de ces modes d'agriculture intensifs au niveau local, l'augmentation de la demande alimentaire dans les villes, engendrent une hausse des besoins en eau pour l'irrigation.

**Un objectif fort du projet: renforcer la prise de conscience que la restauration du bassin versant de la Rocha constitue une problématique et un défi commun aux acteurs de la haute et de la basse vallée**

Le projet a permis de diagnostiquer l'état des affluents de la Rocha dans le sous bassin amont d'Ucuchi. Le résultat obtenu est une cartographie SIG des points critiques de présence de germes fécaux et de pesticides, dans les ressources naturelles et les lagunes, ainsi que dans les infrastructures de distribution pour la consommation et l'irrigation.

La contamination des ressources par les pesticides ayant été identifiée comme une problématique prioritaire, les pratiques de l'usage des pesticides ont fait l'objet d'un diagnostic renforcé, et des ateliers ont été conduits pour sensibiliser et informer sur les limites et les impacts de leur usage. L'objectif est de réorienter l'agriculture locale vers un mode agro-écologique, de réduire l'utilisation des pesticides et de limiter les risques sanitaires et environnementaux liés à leur utilisation en particulier pour la ressource en eau.

Le plan d'action co-construit avec les communautés a fait ressortir la volonté de développer de nouveaux équipements de stockage et d'approvisionnement pour l'irrigation. Cependant, le diagnostic mené dans le cadre du projet également a montré que l'usage de l'eau pour la consommation humaine reste la priorité pour les communautés. En effet, il subsiste des zones non desservies par un système de distribution d'eau pour la consommation.

On se trouve donc dans le contexte où les contraintes climatiques s'accroissent et où la disponibilité des ressources devient plus imprévisible, tandis que les besoins en eau augmentent conjointement au développement de l'accès à l'eau et pour soutenir les besoins agricoles. Cela met en exergue l'enjeu d'améliorer la connais-

sance sur les ressources et les usages. Ainsi la prochaine phase du projet se penchera sur la quantification des besoins actuels et futurs et sur les capacités des ressources en eau (y compris souterraines).

Le manque d'assainissement est également ressorti comme une problématique à traiter, qui constituera l'un des volets de la prochaine phase du projet. Des études complémentaires seront menées afin d'envisager plusieurs scénarios collectifs ou individuels sur les différentes zones du district d'Ucuchi.

Ainsi, le projet a permis de stimuler, animer, et entamer la mise en œuvre du plan de la Rocha, au niveau du sous bassin amont d'Ucuchi.

## ***Le projet comme tremplin pour une meilleure représentativité des communautés du sous bassin versant amont d'Ucuchi et une articulation entre le local et le global***

### **L'articulation avec les instances du bassin de la Rocha**

Le schéma directeur du bassin versant de la Rocha, a été établi par le Service Départemental du Bassin (SDC), via sa Direction de la Planification et de la Gestion Intégrée de l'eau (DGIA), avec le soutien de L'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) à hauteur de 1,3 M euros. Un accord institutionnel (11 novembre 2010) a été conclu entre le Gouvernement Départemental de Cochabamba et les Gouvernements autonomes municipaux, pour assurer l'animation et la mise en œuvre du schéma directeur, avec un

appui de l'Office International de l'Eau (OIEAU) pour la définition d'un plan d'action.

Plusieurs instances de coordination et de concertation ont ainsi été instaurées. L'« Unité de gestion », constitue le comité de direction, qui assure le pilotage de la mise en œuvre du schéma directeur, la coordination et la mobilisation des parties prenantes ainsi que l'animation des différents conseils et comités. Elle est composée de représentants de la préfecture et de différentes municipalités, parmi lesquelles le GAMS (Gouvernement Autonome Municipal de Sacaba). Le « Conseil technique » est com-

posé de techniciens et experts municipaux, d'ONG et d'entreprises; tandis que le « Comité social » rassemble des consommateurs, représentants de différents types d'utilisateurs, parmi lesquels les irrigateurs. Enfin, des comités techniques », groupes de travail inter-institutionnel, sont constitués pour approfondir certains sujets spécifiques : eaux souterraines, suivi de la qualité de l'eau, questions juridiques, développement de l'assainissement. Un comité technique de la haute vallée, également prévu dans le schéma directeur, est en cours de constitution.

En tant que porteur du projet d'appui aux communautés d'Ucuchi et de Pilancho dans le district d'Ucuchi, et fort de son expérience sur d'autres projets similaires dans la région, l'association CENDA siège officiellement au sein des comités technique et social, afin d'assurer la représentativité des communautés des sous-bassins amont. CENDA compte s'appuyer sur l'opportunité du projet, pour partager ses résultats et enseignements, au sein du processus de concertation autour de la mise en œuvre du schéma directeur de la Rocha. Peu de projets

sur la gestion des ressources et des services d'eau s'étaient auparavant penchés sur les districts ruraux d'altitude de la commune de Sacaba et plus largement, de la région de Cochabamba. CENDA a pour objectif de porter le projet mené au niveau du district d'Ucuchi, en tant qu'action pilote, avec l'idée de répliquer le processus dans d'autres districts. Cependant, la réelle possibilité pour CENDA de s'impliquer dans ces comités social et technique tarde à se concrétiser.

### L'insertion dans les espaces d'échanges communaux et régionaux

CENDA s'implique également au sein des initiatives portées par le Gouvernement Départemental de Cochabamba et EMAPAS (opérateur municipal de Sacaba), portant sur la planification à l'échelle du bassin de la Rocha.

Le Gouvernement Départemental de Cochabamba, organise des formations et ateliers de sensibilisation sur les enjeux des ressources en eau à l'échelle du bassin versant, abordant en particulier les problématiques en amont et



Lagune de San Isidro

en aval du bassin. En participant à ces sessions, CENDA fait le lien entre les dynamiques de diagnostic et de réflexions qu'elle anime à l'échelle des communautés d'Ucuchi, et les dynamiques animées par des acteurs régionaux à l'échelle du bassin de la Rocha. Pour cela, CENDA s'appuie sur les images, des témoignages et des données recueillies au cours du diagnostic, pour mieux faire connaître la situation des communautés en amont du bassin hydrographique et sensibiliser sur les problématiques qu'elles rencontrent.

Le projet Misticuni, grands projets de transfert d'eau, se concrétise après plusieurs décennies de difficultés techniques et politiques. Il s'agit d'un système de transfert, acheminant de l'eau en provenance du bassin versant excédentaire des zones d'altitude de Cochabamba sur les rivières Misticuni et Titiri, vers la région métropolitaine de Cochabamba. Les infrastructures (barrages, centrale hydroélectrique, station de potabilisation, stations de pompage, réservoirs de stockage) sont vouées à augmenter les ressources hydrauliques et énergétiques disponibles pour cette zone, qui inclut Sacaba. Cette nouvelle ressource impliquera une réorganisation des infrastructures et des services assurant l'approvisionnement en eau (la distribution resterait cependant a priori à assurer localement). Actuellement, le projet est piloté par l'« Entreprise Misticuni ». Les entreprises municipales, qui assurent une desserte en eau dans certains quartiers des districts urbains, sont également concernées. EMAPAS, opérateur municipal de Sacaba, a ainsi créé une plateforme de travail et de concertation pour réunir les parties prenantes de Sacaba concernées par la mise en service prochaine du système de transfert et d'approvisionnement Misticuni. CENDA prend part à ce groupe, afin d'y représenter les communautés d'Ucuchi.

Le projet représente une opportunité de renforcer la légitimité de CENDA à prendre part aux différents groupes de travail et instances à l'échelle communale et départementale. CENDA peut y partager des informations sur la nature du projet, son avancement et ses résultats, au même titre que les autres porteurs de projets à plus grande échelle, dans une démarche commune de recherche de cohérence et de synergie. Grâce au projet, CENDA dispose de données à partager afin d'alimenter des échanges portant sur la situation des communautés d'Ucuchi.

## AXE 2: Les enseignements du projet, l'essentiel

Le projet, ciblant les communautés du district rural et d'altitude d'Ucuchi, se saisit de l'opportunité d'un contexte national et régional favorable à la prise en compte des problématiques de gestion et préservation des ressources en eau, pour renforcer l'articulation entre les problématiques locales (accès local à l'eau et l'assainissement, préservation des ressources au niveau du sous bassin versant amont); et les problématiques globales (approvisionnement en eau de la région, gestion et protection du bassin versant).

CENDA s'appuie sur la dynamique et les résultats du projet, pour représenter les communautés d'Ucuchi au sein de différentes instances et initiatives à plus grande échelle, permettant de renforcer leur représentativité et ainsi de créer l'occasion d'un positionnement plus actif dans les grands changements en cours dans la région.

## AXE 3 : La coopération décentralisée, un processus vertueux de mutualisation et transfert de compétence, à dynamiser par des échanges techniques et un portage politique

### *Co-construire une vision partagée des attentes, objectifs, activités du partenariat et du projet*

#### **Partager une culture de la coopération décentralisée**

Bret métropole avait déjà appuyé auparavant l'association CENDA, pour la fourniture de matériel d'analyse de la qualité de l'eau. Ainsi, CENDA était habitué à un positionnement de la métropole en tant que bailleur. Au démarrage du projet, CENDA s'étonnait donc que la métropole et les autres partenaires français s'intéressent de près aux activités prévues, sollicitent des descriptions des actions et du reporting sur leur avancement. De plus, le budget alloué au projet était destiné à d'autres acteurs que CENDA, afin de soutenir des actions liées au montage, à la dynamisation du processus de coopération (en particulier échanges de délégations) et aux activités d'animation et de capitalisation autour du projet. Des réunions ont été nécessaires pour faire comprendre à CENDA ce que la métropole de Brest entendait par « coopération décentralisée » et ce qu'elle attendait de ce partenariat.

Par ailleurs le processus de formalisation du projet, réalisé par un consultant externe missionné au travers du dispositif DCOL (Dispositif d'Appui à l'action internationale des collectivités territoriales) de CUF (Cités Unies

France), n'avait pas été suffisamment inclusif pour les partenaires, qui n'avaient pas eu l'occasion de co-construire le projet et de le formaliser collectivement. Ainsi le projet a démarré sur des bases peu claires et insuffisamment partagées, tant au niveau de la nature du partenariat que de la consistance et les objectifs des actions à mener. Il a donc été nécessaire de revenir à ces fondamentaux pour repartir sur un socle clair. Le pS-Eau a ainsi animé des discussions afin de redéfinir une vision partagée de la coopération (les attentes, les rôles et les objectifs), du projet (objectifs, activités, résultats attendus), le déroulement des activités (contenu, pilotage). Ces discussions ont contribué à enclencher le processus de coopération et à permettre l'appropriation par tous du projet et du partenariat. Les activités ont pu alors démarrer sur la base d'une représentation commune de la nature du projet et du partenariat.

L'esprit de coopération s'est ensuite concrétisé par une première séance d'échanges portant sur les modes de gestion des services d'eau, d'assainissement et des ressources en eau, en Bolivie et en France. CENDA et Eau du Ponant ont présenté respectivement l'organisation et la gouvernance de ces services.



Séance de co-construction du plan d'action entre les partenaires boliviens et français, à Brest

La venue d'une délégation des partenaires Boliviens à Brest a affermi le processus de coopération, au niveau technique, mais également politique. La délégation était composée du maire de Sacaba, récemment élu, du Secrétaire municipal de la Terre-Mère et du Développement productif, ainsi que du directeur de CENDA et de la coordinatrice du projet de coopération au sein de CENDA. Des réunions de travail en présentiel se sont tenues pour co-construire la demande de subvention au MEAE pour la seconde phase du projet.

Ayant tiré l'enseignement des écueils du processus d'élaboration du programme d'actions de la première phase, l'établissement du plan d'action, a été réalisé de façon co-construite entre les partenaires. Ainsi, la seconde phase peut démarrer sur des bases claires quant aux attentes, objectifs et actions, et partenaires fléchés pour les piloter et y contribuer.

## *Transférer et mutualiser des savoirs et compétences au bénéfice du projet et de l'enrichissement mutuel des partenaires*

Le projet, piloté par le service Relations Internationales de Brest métropole, s'appuie sur une mutualisation des compétences apportées par les partenaires.

**L'apport de LABOCEA**, clairement fléché dès la définition de la première phase du projet, a été central dans sa réalisation. Cette expertise consistait à appuyer CENDA dans l'élaboration de la stratégie, puis la réalisation, du diagnostic de l'état de la qualité des eaux de la rivière Maylanco.

LABOCEA a animé 7 réunions techniques, afin d'établir un « plan d'échantillonnage », document d'aide à l'action à destination de CENDA qui

définit les points de prélèvement, les paramètres à analyser, les procédures à mettre en œuvre pour réaliser les prélèvements et la période annuelle adéquate, ainsi que les modalités techniques et organisationnelles retenues pour réaliser les analyses.

S'appuyant sur une analyse des données issues des démarches participatives (en particulier concernant les pratiques agricoles), LABOCEA a accompagné l'ONG dans la définition d'une cartographie des risques de pollution de la rivière et de ses affluents. Les points de prélèvement ainsi identifiés se situent au niveau des ressources en eau de surface (affluents de la rivière Maylanco, lagunes) et au niveau des infrastructures de distribution et de stockage d'eau.

À partir de données relatives aux pratiques agricoles et des résultats de précédentes analyses effectuées dans les ressources en eau de la région, LABOCEA a également aidé à cibler les paramètres à analyser. Il s'agit des pesticides, des hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP), des biphényles polychlorés (PCB), des métaux (Al, As, Hg, Mn, Cd, Cr, Fe, Pb, Ni, Zn, Cu), les nitrates, l'azote ammoniacal, l'azote total, les phosphates et le potassium, les propriétés physico-chimiques de l'eau (pH, température, OD, EC, turbidité, solides dissous, solides totaux, carbonates, sulfates, chlorures) et les oligo-éléments (calcium, magnésium, bore). Les protocoles de prélèvement recommandés et expliqués par LABOCEA se réfèrent à des normes ISO. L'analyse de certains paramètres, pesticides, métaux, HAP, PCB, a été réalisée par LABOCEA dans ses laboratoires en France. Selon la norme NB/ISO 5667-3, les 14 échantillons de 1L ont été conservés à -20°C pendant la durée de 6 jours nécessaire à leur acheminement. Enfin, LABOCEA a appuyé CENDA pour l'analyse des résultats de cette

campagne. Quelques points de contamination aux pesticides et en métaux ont été identifiés. Pour la seconde phase, LABOCEA accompagnera la mise en place de modalités de suivi régulier de la qualité des ressources et des installations de distribution.

**Eau du Ponant** n'était pas partie-prenante de la convention de partenariat relative à la première phase du projet, mais a cependant apporté un appui technique. D'abord ponctuelle, cette implication s'est renforcée jusqu'à devenir de plus en plus importante dans la phase d'analyse des résultats du diagnostic social et technique et établissement du plan d'action, pour aboutir à une intégration au sein du partenariat pour la seconde phase du projet.

L'apport technique d'Eau du Ponant s'est manifestée en particulier lors de la semaine d'accueil de la délégation Bolivienne. Les visites d'un captage d'eau potable (Breleiz) et de deux unités de traitement des eaux usées (Kergonnec et Toul ar Rannic), ont été organisées par Eau du Ponant qui a expliqué le fonctionnement de ces ouvrages et leur rôle dans l'architecture hydraulique et l'organisation de l'assainissement, au niveau du territoire métropolitain.

Les sites ont été choisis en fonction de leur intérêt vis-à-vis de la typologie urbain/rural de la commune de Sacaba, afin de contribuer à nourrir les réflexions sur le développement des services d'eau et d'assainissement dans le district d'Ucuchi et plus largement, sur la commune de Sacaba. La station de Kergonnec, d'une capacité de 90 Équivalents Habitants (EH), est un filtre composé de fragments coco, précédé d'un prétraitement par fosse toutes eaux. Cette technologie rustique, qui ne consomme pas d'énergie et nécessite peu d'actions pour l'exploitation, est adaptée à l'as-





Visite du captage d'eau potable de Breleiz par Eau du Ponant

sainissement de petits ensembles d'habitations en zone rurale. La station d'épuration de Toul ar Rannic d'une capacité de traitement de 11 700 EH, équipée d'un système de traitement par boues activées, est davantage adaptée au traitement des eaux usées d'une zone urbaine ou d'une commune-centre d'une zone rurale.

Le plan d'action, défini pour encadrer la seconde phase, cible clairement les contributions attendues de la part d'Eau du Ponant. Des personnes-ressources adéquates pourront ainsi être mobilisées au sein de la SPL, pour assurer les différents volets de l'appui technique.

**CENDA** dispose d'une expertise pour animer des espaces d'échanges et de renforcement de compétences, ainsi que pour conduire des démarches participatives. Cette expérience a largement été mise à profit du projet, mais a cependant été peu partagée avec les partenaires français. Ce partage est prévu pour la seconde phase du projet.

## *Un portage politique pour impulser et entretenir la dynamique de coopération*

Suite au recadrage en début de projet, sur le sens de la coopération, la dynamique s'est renforcée, entre les partenaires techniques, au fil des différentes réunions de travail en distanciel.

Cependant, c'est la relation partenariale entre les deux collectivités locales, portée par leurs élus, qui est censée constituer le socle de la coopération décentralisée. Le GAMS a fourni un accord de principe qui a permis de soumettre la demande de subvention au MEAE, a ensuite approuvé la convention de partenariat (malgré une mise en attente due à la priorisation d'autres sujets: période d'élections municipales, crise sanitaire), mais le portage politique n'était pas pleinement affirmé pendant les premiers temps du projet.



Rencontre entre M. Gutierrez Vidaurre, maire de Sacaba  
et M. François Cuillandre, président de Brest métropole

Les accueils mutuels de délégations en Bolivie et en France avaient dû être annulés (Bolivie) et reportés (France) du fait de la crise sanitaire. Lors de l'accueil de la délégation bolivienne en mars 2022, il est clairement apparu que le contact humain entre les élus a permis de sceller la relation partenariale au niveau politique. Le maire de Sacaba, récemment élu en mars 2021, a eu l'occasion de rencontrer la vice-présidente en charge de l'eau et l'assainissement, le

vice-président en charge de l'international et de la coopération décentralisée, ainsi que le maire de Brest, ce qui a permis de sceller la relation partenariale. Durant cette semaine, le maire de Sacaba a manifesté un réel engouement pour l'idée de coopération. Il a notamment été sensible à la démarche d'identifier des problématiques territoriales similaires et d'échanger sur les solutions mises en œuvre pour y répondre dans les deux territoires français et bolivien.

### AXE 3 : Les enseignements du projet, l'essentiel

Le processus de coopération est un fort vecteur de cohésion et de motivation des partenaires autour d'objectifs communs, mais le dynamisme coopératif doit être impulsé dès le démarrage par une co-construction du projet, permettant de formaliser une vision commune des actions à mener et des objectifs visés.

Pour être dynamique et moteur d'actions, le processus de coopération doit s'appuyer sur une implication des partenaires au niveau technique, ainsi qu'un portage au niveau politique. Au niveau technique, il ressort la pertinence de la mobilisation, au service de cette coopération, de l'expertise technique des partenaires sur lesquelles Brest métropole s'appuie pour l'exercice de ses compétences de l'eau et l'assainissement sur son territoire. (LABOCEA, Eau du Ponant).

## Bibliographie – Pour aller plus loin

Ce document se base sur les témoignages des acteurs impliqués dans le projet, et sur les données et documents produits au cours du projet. Les analyses sont également nourries de la bibliographie et des documents disponibles sur la gestion de l'eau en Bolivie :

### **Au-delà de l'accès au réseau public : un panorama des inégalités face aux services d'eau en Bolivie**

Papiers de recherche n° 164, octobre 2020  
Sarah Botton et Patricia Urquieta

### **Territoires de l'eau et communs en Bolivie Les cas de Hampaturí (La Paz) et de Sacaba (Cochabamba)**

Notes techniques AFD n° 45, janvier 2019  
Franck Poupeau, Claude Le Gouill, André Fonseca Zubieta,  
Marcelo Perez Mercado

### **Les réseaux et la fragmentation urbaine : Le cas des petits opérateurs des services d'eau à Cochabamba (Bolivie)**

Papiers de Recherche AFD, n° 2019-86, Décembre 2019  
Juan Edson Cabrera

### **La crise de l'eau à La Paz : de la crise environnementale à la crise technique et politique Coproduction et durabilité : étude du système de gestion de l'eau à Cochabamba (Bolivie)**

Papiers de Recherche AFD, n° 2017-51, Juillet 2017  
Claude Le Gouill

### **Plan director de la cuenca del rio rocha « estado de situación y propuesta de lineamientos estratégicos »**

Servicio Departamental de Cuencas (SDC), Dirección de Planificación y Gestión Integral del Agua (DGIA), Octubre del 2014

### **Participatory planning in the global South: the case of Sacaba, Bolivia**

ResearchGate, février 2021  
Camilo Calderon, Paola J. Ledo Espinoza

### **Les paysans de l'agriculture familiale de l'altiplano bolivien à l'épreuve des risques climatiques**

Dans Pensée plurielle 2015/3 (n° 40), pages 121 à 132  
Boujema Allali

### **La « guerre de l'eau » à Cochabamba. De la réappropriation de l'espace politique à la reproduction d'un lieu symbolique de la contestation**

L'Espace Politique [En ligne], 37 | 2019-1,  
mis en ligne le 04 octobre 2019  
Mathieu Uhel

### **Coproduction et durabilité: étude du système de gestion de l'eau à Cochabamba (Bolivie)**

Université de Liège (Belgique), 2018  
Lucas Lecomte

### **Résistances locales aux « privatisations » des services de l'eau : les cas de Tucuman (Argentine) et Cochabamba (Bolivie)**

Autrepart 2002/1 (n° 21), pages 69 à 82  
Bernard De Gouvello, Jean-Marc Fournier

### **Estrategia Nacional de Tratamiento de Aguas Residuales ENTAR**

Ministerio de Medio Ambiente y Agua, 2020

### **La guerre de l'eau à Cochabamba. Un mouvement social face à la privatisation des ressources.**

In: Chimères. Revue des schizoanalyses, N° 47, automne 2002  
Apocalypse, nevermore. pp. 25-33;  
Manuel de la Fuente Lombo

### **Fiche pays Bolivie**

pS-Eau, 2022  
Mélodie Boissel



Capitalisation  
de la première  
phase du projet

Coopération décentralisée  
Brest métropole / Gouvernement  
autonome municipal  
de Sacaba (GAMS)

Amélioration de  
la gestion et l'accès  
à l'eau du bassin versant  
amont du fleuve de  
Maylanco, en Bolivie

